

Gagner son frère

Mars 2026

LETTRE PASTORALE

À L'OCCASION DU 50 ÈME ANNIVERSAIRE DE LA FUSILLADE DE MONTREDON



Mgr Bruno VALENTIN,
évêque de Carcassonne
et Narbonne

Cette année, dans l'Aude, nous faisons mémoire d'un drame qui a marqué profondément notre territoire il y a 50 ans : la fusillade de Montredon, survenue le 4 mars 1976. Ce jour-là, aux portes de Narbonne, l'affrontement entre des viticulteurs et les forces de l'ordre a fait une trentaine de blessés et, surtout, deux morts : Joël Le Goff, commandant de CRS, et Émile Pouytès, viticulteur.

A l'occasion de cet anniversaire, je souhaite prendre le temps de revenir sur ce passé douloureux. Non pas pour le regarder avec distance, mais pour l'écouter vraiment, en écho à l'actualité locale, nationale et internationale. J'ai interrogé les archives, bien-sûr, mais surtout certains de ceux qui ont directement vécu ces événements et peuvent en témoigner encore. J'ai aussi échangé avec certains acteurs économiques, politiques et sociaux de notre département, pour tirer avec eux les leçons de ce drame pour aujourd'hui. J'ai relu tous ces échanges à la lumière de l'Évangile.

De ces rencontres profondes je retire la conviction que cet anniversaire n'est pas seulement un souvenir douloureux, c'est un appel : un appel à ce que nous tous, croyants ou non-croyants, nous soyons de meilleurs « pratiquants » du dialogue pour mettre la fraternité au centre de notre vie sociale.

1 - Une fusillade entre frères

La fusillade de Montredon reste une plaie vive dans la mémoire viticole de l'Aude et du Languedoc. C'est seulement cette année, à l'occasion de son 50^{ème} anniversaire, que viticulteurs et forces de l'ordre ont jugé possible de commémorer ce drame ensemble, et non plus chacun de leur côté, comme cela s'est fait chaque année depuis 50 ans.

« Il faut pouvoir se battre, il faut pouvoir se défendre, mais il faut que nos enfants et petits-enfants voient jusqu'où il ne faut pas arriver »

Relire la presse de l'époque permet de se plonger dans la tension et l'émotion d'alors. La Croix du Midi rapporte ainsi les faits, sous le titre « *Les fruits amers de l'injustice* » : « Pendant vingt-cinq minutes, nous avons vécu une véritable scène de de guerre avec la détonation des fusils de chasse, des rafales de pistolet mitrailleur, le miaulement des balles

et des chevrotines qui ricochaient sur les carrosseries des voitures, la fumée noire et étouffante des wagons incendiés. L'inévitable est survenu : 2 morts et 30 blessés. Le commandant Joël Le Goff est tombé le premier ; Emile Pouytès, modeste viticulteur d'Arquettes-en-val, s'est écroulé sous les yeux horrifiés de son frère. La colère fit alors place à la consternation. L'heure de la réflexion arrivant, chacun dit : Nous n'avons pas voulu cela ». Et l'hebdomadaire régional de « dénoncer l'escalade d'une violence qui a abouti, presque fatalement, à une fusillade entre frères »^[1]

Commémorer Montredon est aujourd'hui un acte de reconnaissance et de responsabilité. Nous voulons honorer la mémoire des victimes, et plus largement de toute une génération viticole ainsi décrite par mon prédécesseur, Mgr Pierre-Marie Puech lors des obsèques d'Emile Pouytès : « *des frères qui aiment d'amour leur terre et leurs vignes* ». Le Christ, poursuivait-il, « *est présent dans cette solidarité vigneronne ébauche de fraternité qu'Il veut instaurer partout, comme Il est présent aussi dans la fidélité à une mission d'ordre public pour la sécurité des biens et des personnes.* » Mais cet anniversaire est aussi un appel à la responsabilité, pour tous ceux qui ont à faire face aux risques de violence dans la vie sociale, c'est-à-dire nous tous : à chacun de nous, dans la diversité de nos engagements, il appartient de tirer parti des leçons de l'Histoire pour bâtir l'avenir. « *Il faut pouvoir se battre, il faut pouvoir se défendre, mais il faut que nos enfants et petits-enfants voient jusqu'où il ne faut pas arriver* » résume aujourd'hui un ancien du Comité d'Action Viticole (CAV), fer de lance des luttes des années 1970.

2 - La fraternité ébranlée par la violence

En 50 ans, le contexte économique, politique et social a profondément changé. Pourtant, la menace de nouvelles explosions de violence dans la vie sociale reste d'actualité. Elle s'explique par des causes qui sont parfois les mêmes, parfois plus nouvelles. La continuité la plus évidente concerne la crise économique et le sentiment de déclassement qui touchent en particulier le monde rural. En 1976, un peuple exaspéré s'est révolté. Les vignerons ressentaient une profonde injustice, un sentiment de mépris, et l'impression d'une rupture, déjà, entre la « France d'en haut » et la « France d'en bas ». Depuis, ce même malaise a nourri de nombreux mouvements sociaux. Aujourd'hui encore il alimente la colère de beaucoup de nos concitoyens. On l'a entendu récemment lors des mobilisations contre le traité commercial entre l'Europe et le Mercosur. Notre société reste ainsi secouée par des mouvements de désespoir qui font dangereusement écho aux événements violents dont nous faisons mémoire.

Ceux qui ont analysé les événements de Montredon interrogent aussi la responsabilité du gouvernement de l'époque, et sa gestion du maintien de l'ordre. Cette question revient régulièrement dans le débat public, comme lors du mouvement des gilets jaunes. Mais aujourd'hui, les institutions publiques semblent surtout avoir du mal à contenir la violence. Elles paraissent affaiblies dans leur pouvoir, c'est-à-dire leur capacité d'imposer l'ordre. Elles sont plus encore minées dans leur autorité, entendue comme capacité d'inspirer confiance et de mobiliser les énergies vers un but commun. L'actualité politique de notre pays illustre abondamment cette double crise.

L'affaiblissement des structures collectives aggrave encore la situation : En 50 ans, les syndicats, les partis politiques, ou encore les institutions religieuses ont perdu une grande partie de leur influence. Sans ces cadres qui offrent un horizon collectif au-delà

de celui de chaque individu, les mouvements sociaux deviennent plus dispersés et imprévisibles. Ils provoquent d'autant plus de réactions violentes et émotionnelles.

Enfin, une crise plus large des valeurs civiques et morales accentue ces tensions : les repères sur ce qui est juste, légal ou acceptable sont devenus flous, et font de moins en moins consensus. Certains vont jusqu'à considérer la violence comme une réponse légitime lorsque leur volonté individuelle est contrariée.

Amplifiée par les réseaux sociaux et les outils numériques, la violence trouve aujourd'hui un écho sans précédent. Elle menace plus que jamais la cohésion de notre société. Elle ébranle la fraternité qui en est le fondement.

“La fraternité est-elle traduisible en règles et principes efficaces capable d'organiser notre vie commune ?”

3 - La sève de la fraternité

Déjà mise en lumière comme une clé de lecture du drame de Montredon, « *fusillade entre frères* », l'enjeu de la fraternité demeure au cœur des défis actuels. Mais ce mot-là semble aujourd'hui fatigué, épuisé, largement vidé de sa substance. La question pourrait être formulée ainsi : la fraternité, valeur républicaine et individuelle incontestée, peut-elle être aussi une valeur sociale, c'est-à-dire être la sève de notre vie en société ? L'Etat proclame la fraternité comme l'une de ses valeurs cardinales, gravée au fronton de ses édifices publics ; Une écrasante majorité de français en font volontiers une référence pour leur vie morale personnelle, en priorité dans leur cercle proche [2] ; Mais au-delà, la fraternité est-elle traduisible en règles et principes efficaces capable d'organiser notre vie commune ?

[2] 83% selon les résultats 2025 du Baromètre de la Fraternité, étude réalisée annuellement par l'IFOP depuis 2019

La réponse passe par une recherche effective du bien commun, véritable transcription sociale de la fraternité. C'est elle qui distingue la notion de bien commun de celle d'intérêt général.

Une rapide mise en situation dans un cadre familial peut nous aider à saisir la différence entre ces deux notions un peu abstraites. Imaginons un terroir viticole frappé par la sécheresse. Il faut rationner l'eau dans les vignes. Au nom de l'intérêt général, on irriguera d'abord les parcelles les plus productives, promesse du meilleur rendement. Les parcelles plus ingrates ou mal exposées seront sacrifiées : elles pèsent peu dans le volume total de l'appellation. La vendange sera correcte, les chiffres seront bons, mais une partie du vignoble mourra en silence. Or nous le savons bien, et les gigantesques feux de l'été 2025 l'ont clairement illustré : une parcelle abandonnée prépare les incendies et les maladies pour demain. Elle rompt les équilibres humains, écologiques et économiques. Au nom du bien commun, on regardera donc l'ensemble du territoire comme un organisme vivant. On décidera de répartir l'eau entre tous, sans oublier les plus fragiles. La vendange sera peut-être moins spectaculaire, mais la vigne, elle, restera vivante, et tous pourront encore vendanger ensemble.

L'intérêt général accepte qu'on perde des ceps. Le bien commun refuse qu'on perde des vignerons.

4 - De « partenaires » à « prochains »

L'intérêt général et le bien commun sont donc deux principes de gouvernance. Le premier tend de manière rationnelle à atteindre le plus grand bénéfice collectif, par

[3] Benoît XVI,
Caritas in Veritate, §7

opposition aux intérêts particuliers. Il se traduit bien souvent par une forme de loi sociale du plus fort, ou en tout cas des plus nombreux, au détriment des plus faibles ou des moins nombreux. La « *culture du déchet* » dénoncée avec force par le pape François, consistant à laisser des populations entières en marge de la vie économique et sociale, en est un sous-produit. L'intérêt général est en cela intrinsèquement violent, et générateur de violence. La recherche du bien commun tend au contraire vers le bien du « *nous tous* », comme l'a défini le pape Benoît XVI dans son encyclique Caritas in Veritate [3]. Il repose sur le principe de fraternité, en tant qu'il considère la société comme une réalité organique, dans laquelle la communauté est au service des personnes et chaque personne au service de la communauté.

C'est bien la fraternité qui fait la différence : elle permet de passer d'une logique de « *partenaires* », associés par intérêt, à la logique évangélique de « *prochains* », où l'existence de chacun est liée à celle des autres. Intérêt général et bien commun se distinguent donc d'abord dans la prise en compte des plus fragiles : l'intérêt général peut parfois s'accommoder du sacrifice d'une minorité au profit du plus grand nombre, quand le bien commun est intrinsèquement inclusif. Il refuse la culture du déchet et n'accepte de laisser personne au bord du chemin.

« L'intérêt général accepte
qu'on perde des ceps. Le bien
commun refuse qu'on perde
des vigneron »

Un préalable au bien commun est de rechercher la justice économique, qui est le minimum de la fraternité, son socle obligatoire : il n'y a pas de fraternité là où certains ne peuvent compter sur ce qui leur est dû, à commencer par le fait de vivre dignement de leur travail. La rupture de ce socle élémentaire provoque à coup sûr les explosions de violence telles que le drame de Montredon, aujourd'hui comme hier.

5 - Le dialogue, engrenage de fraternité

La recherche de l'intérêt général ne nécessite « que », si l'on peut dire, de l'intelligence : elle exige en particulier de maîtriser les lois complexes de l'économie et de la finance, comme le font avec brio nombre de celles et ceux qui occupent les postes de pouvoir. Ils répondent à la colère qu'engendrent leurs décisions par un effort louable d'explication de leur travail d'intelligence. Pourquoi leurs efforts sont-ils souvent vains ? Pourquoi ce sentiment de dialogue de sourd qui domine si souvent le jeu social ? Précisément parce que le service du bien commun exige, en plus de l'intelligence, une réelle capacité d'écoute intégrale, d'écoute du cœur, qui semble parfois faire défaut aux élites de notre pays : une capacité de compassion et de reconnaissance mutuelle propre à la fraternité, permettant de juger et d'agir avec humanité plutôt que par simple pragmatisme.

« *Il fallait une réaction forte, pour qu'on nous écoute* », me confiait récemment un ancien viticulteur présent lors des événements de Montredon. Un autre acteur de ce drame, dans le camp, lui, des forces de l'ordre, souligne aujourd'hui comme en écho : « *Pour retrouver la paix civile, il faut se reconnaître entre soi* ». Seule la fraternité peut donc donner une âme à la construction de l'ordre social, sans laquelle ne peut advenir ni la justice ni la paix. Seule la fraternité peut garantir à chacun que son visage ne soit pas dissout dans le « *nous* » collectif.

En proclamant « *Heureux les artisans de paix* », dans l'Evangile des Béatitudes (Mt 5,9), Jésus désigne la paix comme un artisanat : le pape François aimait rappeler, notamment

dans son encyclique *Fratelli Tutti*, qu'il n'existe pas de processus automatisé pour construire la paix, à l'échelle d'une société comme à l'échelle mondiale. La paix exige une implication laborieuse, un talent et un tour de main. Elle demande aussi d'y employer les bons outils, et d'abord le dialogue. Le dialogue est efficace et utile dès lors qu'il est mis en œuvre comme un engrenage de fraternité. Pas à pas, Il construit concrètement le bien commun lorsqu'il permet d'élaborer de nouvelles règles juridiques, économiques ou sociales, destinées à produire autant d'effets cliquet empêchant tout retour en arrière vers l'égoïsme ou la loi du plus fort.

6 - Cultivons l'art du dialogue

L'anniversaire de la fusillade de Montredon est donc une invitation à cultiver l'art du dialogue au cœur de notre vie sociale. Cinq lieux en particulier peuvent être brièvement énumérés pour mener le chantier :

1. La culture : le dialogue repose d'abord sur une culture de la rencontre, surmontant les narcissismes et sortant des monologues parallèles auxquels se résument bien souvent les échanges sur les réseaux sociaux. Promouvoir cette culture demande de ménager des espaces, des temps, et une disposition de cœur pour s'écouter et se rencontrer vraiment. C'est un chantier de proximité, qui se joue d'abord en famille, et dans les cercles amicaux, là où il est possible à chacun de

s'exprimer sans être immédiatement livré en pâture au clash et au buzz. Pour un chrétien, cette culture naît de sa vie intérieure. Elle se développe par la prière. Prier apprend à consacrer vraiment son attention à l'autre, puisque la prière consiste essentiellement à être pleinement présent à Dieu.

2. L'éducation : la capacité à dialoguer dépend aussi d'une éducation au langage : «*Désarmons les mots et contribuons à désarmer la Terre* » demandait le pape Léon XIV au lendemain de son élection [4]. Apprendre les mots pour éviter les poings, apprendre à ne pas utiliser les mots eux-mêmes comme des poings, c'est éduquer à la paix dès le plus jeune âge, en formant notamment à l'art du débat. Il est primordial également de développer l'esprit critique : dans le monde nouveau dessiné par l'intelligence artificielle, l'esprit critique sera une vertu cardinale pour garder son autonomie de pensée, notamment face aux flux d'images et d'informations. Les familles encore, et l'école en particulier, sont le creuset de cette éducation. La vie associative, et notamment les clubs sportifs, y contribuent aussi très utilement.

3. Le champ social : Le dialogue n'est efficace que s'il intègre les points de vue des exclus et des personnes marginalisées, qui voient bien souvent des aspects de la réalité ignorés par les centres de pouvoir. La justice et la paix ne se construisent pas seulement au sommet de la société. Elles nécessitent l'implication simultanée de toutes les forces sociales, sans exclusives, quels que soient la tessiture et le volume de leur voix. Nous ne pouvons pas nous résoudre à une société où celui qui crie le plus fort est le mieux entendu.

4. l'Histoire : Le dialogue se fonde sur la vérité et la mémoire. Il faut affronter la claire vérité historique des faits pour libérer l'avenir, qui ne se bâtit ni sur l'impunité, ni sur l'oubli. L'anniversaire de la fusillade de Montredon, en tant que moment de mémoire partagée entre anciens adversaires, viticulteurs et CRS, offre un tel levier de réconciliation et de paix sociale.

« La paix exige une implication laborieuse, un talent et un tour de main. Elle demande aussi d'y employer les bons outils, et d'abord le dialogue. »

[4] Pape Leon XIV,
audience aux
professionnels des médias,
12/05/2025

5. La vie politique : Alors que notre pays est entré dans une séquence dense d'élections successives, les mois de campagne en cours offrent une opportunité précieuse pour dialoguer en vérité sur les nombreux défis auxquels notre pays doit faire face : la saisir dépend de la responsabilité des candidats, comme des électeurs, dans leur manière de prendre part aux débats. La qualité du dialogue dans le champ politique est spécialement menacée par les nouvelles possibilités de manipulation de l'opinion publique par les réseaux sociaux. Une vigilance commune s'impose pour faire face à des stratégies de désinformation de plus en plus élaborées.

7 - L'Eglise au service de la fraternité

Beaucoup des réflexions précédentes concernent également l'Eglise catholique, d'abord parce que son propre patrimoine est parfois utilisé comme argument polémique dans le débat public : nous voyons réémerger actuellement la tentation d'utiliser l'héritage culturel du catholicisme comme un accessoire du combat politique, au nom de la préservation de l'identité française. Le Cardinal Jean-Marc Aveline, archevêque de Marseille, affirmait récemment que « *le désir d'identité est parfaitement légitime, mais l'extrémisme identitaire en est une caricature dangereuse* »[5]. Il nous faut donc affirmer que réduire l'Evangile à un discours d'affrontement, c'est le défigurer.

Encore faut-il, bien entendu, que nous catholiques soyons nous-même familiers d'un dialogue respectueux et apaisé. Or il faut bien reconnaître qu'entre nous comme avec les autres, nous ne sommes pas toujours les champions du dialogue ! C'est un paradoxe auquel nous ne pouvons pas nous résoudre. Jésus lui-même, dans l'Evangile, encourage ses disciples au dialogue, comme un engrenage de fraternité nécessaire à la réparation et au renforcement des liens qui tissent la vie communautaire. En toute situation de conflit et d'injustice, il invite ses disciples à oser le dialogue avec l'adversaire : « *s'il t'écoute, tu as gagné ton frère.* » (Mt 18,15). Le puissant élan imprimé par le pape François pour promouvoir la synodalité comme style de vie dans l'Eglise en est une traduction directe.

“Les héros de l'avenir seront ceux qui sauront rompre cette logique malsaine et décideront de défendre avec respect un langage chargé de vérité, au-delà des avantages personnels.”

Il en va de la fidélité de l'Eglise à son Seigneur. Il en va tout autant de sa contribution à la vie sociale : Dans une société de plus en plus polarisée, les chrétiens ont la mission prophétique de promouvoir la vertu de tempérance, par le débat. La tempérance n'est pas synonyme de mollesse ou de langue de bois : elle consiste à promouvoir une « *langue de chair* », une manière de se parler qui exprime les différences, et les divergences, tout en tissant des liens de fraternité.

Le pape François affirmait, en conclusion de son encyclique Fratelli Tutti, « *Le manque de dialogue implique que personne ne se soucie de promouvoir le bien commun. (...) Les dialogues deviennent ainsi de simples négociations pour que chacun puisse conquérir la totalité du pouvoir et le plus de profit possible. Les héros de l'avenir seront ceux qui sauront rompre cette logique malsaine et décideront de défendre avec respect un langage chargé de vérité, au-delà des avantages personnels.* » (§202)

[5] Jean-Marc Aveline, discours d'ouverture de l'assemblée plénière des évêques de France, 04/11/2025

Le 4 mars 1976, le commandant Joël Le Goff et Emile Pouytès ont perdu la vie, chacun d'un côté de la voie ferrée, dans les deux camps qui se faisaient face autour du pont de Montredon. L'un et l'autre ont aujourd'hui leur nom gravé sur une stèle commémorative qui leur est dédiée, de part et d'autre du pont. Le 8 mars 2026, pour la 1^{ère} fois, anciens viticulteurs et anciens CRS ont franchi ensemble ce pont pour se recueillir devant chaque stèle. Il faut parfois 50 ans pour franchir un pont. Encore faut-il qu'il y ait des hommes et des femmes qui le décident.

L'anniversaire de Montredon nous met devant notre responsabilité commune : bâtir des ponts, et choisir de les franchir ensemble. C'est tout l'enjeu du dialogue. Puissent celles et ceux qui sont attachés au Christ dans l'Aude, et dans l'ensemble de la société française, se distinguer par leur art du dialogue. Pussions-nous mettre ce savoir-faire au service de la vie commune, dans tous nos engagements concrets, pour gagner nos frères et devenir ensemble ces « héros de l'avenir. »



✠ Bruno VALENTIN
Evêque de Carcassonne et Narbonne



Diocèse de Carcassonne et Narbonne
WWW.AUDE.CATHOLIQUE.FR

04 68 47 05 31 | communication@aude.catholique.fr



Pour aller plus loin

GUIDE DE RÉFLEXION - SEUL OU EN GROUPE

1 Faire mémoire pour construire la paix

- Existe-t-il des « conflits de mémoire » ou des blessures historiques dans ma culture, ma région, voire ma ville ou mon quartier ? Comment puis-je contribuer à une réconciliation qui ne soit ni l'oubli ni l'impunité ?
- Existe-t-il des « mémoires déchirées » ou des non-dits dans ma famille ? Comment la vérité historique des faits, même douloureuse, peut-elle libérer l'avenir des générations à venir ?
- Suis-je disposé à écouter les récits de ceux qui se sentent « méprisés » ou « déclassés » dans le système actuel ?

2 Exercer l'autorité

- Quelles sont les différentes relations concrètes de pouvoir (imposer des règles) et d'autorité (inspirer et faire grandir) qui structurent aujourd'hui ma vie personnelle ? (au travail, en famille, à l'école, dans mes différents engagements...)
- Dans les responsabilités qui sont les miennes, qu'est-ce qui m'est le plus facile, et le plus difficile, dans l'exercice du pouvoir et de l'autorité ?
- Inversement, comment je vis les relations avec les personnes qui ont du pouvoir ou de l'autorité sur moi ?
- Comment mettre en œuvre ce même binôme particulièrement dans le rôle de parent, entre contrainte verticale et accompagnement qui aide les enfants à devenir « un peu plus eux-mêmes » ?
- Face à l'affaiblissement des cadres collectifs (syndicats, associations), ai-je le souci de m'impliquer pour redonner une « âme » à ces structures ?

3 Choisir le Bien Commun

- Puis-je trouver des exemples ou des situations, dans ma vie professionnelle comme dans ma vie familiale, qui illustrent concrètement la différence entre la logique de l'intérêt général et celle du bien commun ?
- Dans mes choix de vie personnels ou familiaux, quelle place ont réellement les fragiles de mon entourage (personnes âgées, malades) ? Sont-ils pour moi plutôt un « fardeau » ou une richesse ?
- Dans mes critères de vote, comment distinguer mes intérêts personnels, l'intérêt général, et le bien commun ? A quoi est-ce que je donne plus volontiers la priorité ?

4 L'artisanat du dialogue

- Parmi les différentes composantes du dialogue (l'écoute, la patience, le choix de mes mots, etc...) quels sont mes points forts, et mes points faibles ? Comment progresser ?
- En cas de conflit, ai-je le courage de privilégier le contact direct (rencontre, appel téléphonique..) plutôt que les échanges numériques ? Quels sont mes freins ?
- Y a-t-il pour moi un enjeu de conversion personnelle dans l'usage des réseaux sociaux ? Mes prises de position sont-elles des « monologues parallèles » agressifs ou une recherche sincère de points de contact ?
- Face aux flux d'informations, quels sont les moyens que je me donne pour exercer mon esprit critique et ne pas me laisser manipuler ?
- Ma manière de prier m'aide-t-elle à développer ma capacité d'écoute et d'attention à l'autre ?

UN PAS CONCRET POUR PROGRESSER

Identifier un « pont » que je refuse de franchir depuis longtemps (vers une personne, un groupe social, une institution...) et décider, par un premier geste de dialogue, de faire un pas vers ce « prochain »